



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/De-l-alienation-a-la-liberation>

De l'aliénation à la libération

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1116 - janvier 2011 -

Date de mise en ligne : jeudi 10 mars 2011

Date de parution : janvier 2011

Description :

Bernard Blavette, réfléchissant autour d'un livre de F.Lordon, rappelle les phénomènes d'aliénation et de domination de notre histoire, puis évoque les moyens d'une prise de conscience qui serait le premier pas vers une éventuelle libération.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

C'est autour du livre Capitalisme, désir et servitude de Frédéric Lordon, que Bernard Blavette a rédigé l'article qui suit. Il n'en fait pas le résumé, mais, partant des considérations techniques de ce chercheur, il tente d'esquisser un panorama historique et concret des phénomènes d'aliénation et de domination auxquels notre espèce est soumise, puis de définir les moyens d'une prise de conscience qui serait le premier pas vers une éventuelle libération.

Il faut se rendre à l'évidence : toutes les tentatives de transformation sociale ont, à ce jour, échoué. Les grandes révolutions françaises, russes, chinoises ont bien mis à bas des régimes détestables, mais pour les remplacer aussitôt par d'autres formes de domination. Bien sûr, les multiples luttes sont parvenues à arracher des libertés nouvelles et significatives : droit de grève, liberté d'association et de se réunir en syndicats, droit à la retraite.... Mais ces avancées sont toujours précaires, susceptibles d'être remises en question en fonction des rapports de force, comme nous le réalisons aujourd'hui.

Face à ce terrible constat, nombreux sont ceux qui baissent les bras, tels ces voyageurs épuisés qui se laissent tomber dans la neige pour y trouver l'oubli d'une mort douce. En résultent désespoir, indifférence, cynisme.

D'autres, plus tenaces, mais déjà beaucoup moins nombreux, poursuivent le combat traditionnel de grèves en manifestations pour des résultats décevants, comme vient de nous le démontrer, une fois de plus, l'échec de la récente mobilisation sur les retraites.

D'autres enfin, une petite minorité pour l'instant, s'interrogent, à la recherche d'une nouvelle radicalité pour éclairer l'action. Une radicalité qui ne se traduirait pas seulement par ces vaines gesticulations que savent si bien mettre en scène syndicats réformistes et partis politiques déliquescents, mais qui reposerait sur une compréhension "à la racine" des phénomènes de domination et de servitude, tant il est vrai que l'on ne peut combattre efficacement que ce que l'on conçoit parfaitement.

C'est ici que prend place l'ouvrage de Frédéric Lordon [1], Capitalisme, désir et servitude [*]. Au fil de cette lecture se développe, comme en cinémascope, l'immense fresque de l'aliénation universelle, ses mécanismes, ses ruses, mais aussi ses points faibles, et l'espoir qui demeure.

La philosophie de Spinoza

Pour son analyse, Lordon se fonde sur la philosophie de Spinoza (1632-1677) exposée dans son *Éthique* et que l'on peut très schématiquement résumer en trois propositions complémentaires :

"1 - Tous les êtres humains sont gouvernés par la volonté farouche de « persévérer dans leur être » ou *conatus* (du verbe *conor*, entreprendre). Le *conatus* c'est la vie, la force même d'exister, de désirer et de s'activer à la poursuite de ses objets de désir. Par essence le *conatus* ne connaît pas de limite, sauf celle d'une force qui viendrait le contrecarrer, l'action d'un *conatus* antagoniste. Ceci peut s'appliquer aussi aux différentes formes d'organisations : États, partis politiques, entreprises...

"2 - Les êtres humains sont soumis à la tyrannie des passions et des désirs (ou affects dans la terminologie de Spinoza) qui leur dicte leur comportement. Sa vie passionnelle s'impose à l'homme pour le meilleur ou pour le pire, et nos désirs sont nos chaînes : « J'appelle servitude l'impuissance humaine à diriger et à réprimer les affects ; soumis aux affects, l'homme ne relève pas de lui-même, mais de la fortune » (c'est-à-dire du hasard) déclare Spinoza dans la quatrième partie de son *Éthique*

"3 - Chacun d'entre nous possède, ou plutôt est possédé par des désirs et des passions qui ne résultent pas d'un choix personnel, mais des événements, expériences, sensations qui ont jalonné sa vie. Ainsi Swann, chez Proust, tombe amoureux d'Odette parce qu'elle lui rappelle un personnage d'une fresque de Botticelli. Il faut ajouter à cela les effets de mimétisme : j'aime cela parce que les autres l'aiment, je vais acheter ceci parce que tout le monde le juge utile...

Chocs des *conatus* antagonistes, violence des passions, événements incontrôlables qui nous affectent de manière décisive, l'être humain est ici une marionnette prise comme dans le ballet aléatoire des particules élémentaires, privé de toute liberté de décider et d'agir par lui-même. Bien entendu cette philosophie a valu à Spinoza d'être excommunié par toutes les Églises de son temps et forcé d'avoir une vie de reclus.

Et la réalité d'aujourd'hui

Pourtant force est de reconnaître que la pensée Spinoziste rend bien compte d'une réalité que nous expérimentons tous les jours. Contrairement à une vision naïve, les phénomènes de domination n'ont pas commencé avec le capitalisme et ne s'achèveront pas avec lui. Mais, surtout dans sa version néo-libérale contemporaine, le capitalisme est parvenu à tirer parti de la confusion dans laquelle nous nous débattons pour asseoir un pouvoir qui s'étend sur l'ensemble de la planète et qui contrôle la presque totalité de nos existences. Nous vivons non seulement dans une économie capitaliste, mais aussi dans une société capitaliste. Alors Frédéric Lordon va se concentrer sur les deux piliers qui soutiennent toute l'infrastructure du système : l'entreprise et la généralisation du salariat.

Au fond qu'est ce qu'une entreprise et comment naît-elle ? La réponse est, au départ, très simple : il y a création d'entreprise lorsque quelqu'un souhaite produire quelque chose, un bien, un service, ou même une oeuvre culturelle, film, pièce de théâtre... Les choses commencent à se compliquer par le fait que la personne désirante peut rarement réaliser, toute seule, ses projets. Elle est donc forcée d'enrôler, de capturer, un certain nombre d'individus pour les faire participer à la réalisation de son désir et cela, de gré ou de force : c'est ce que l'on appelle le salariat. Le patron dispose de deux moyens pour asseoir son pouvoir, moyens qui sont à la source de l'aliénation capitaliste : le bâton et la carotte, pour le dire simplement.

L'usage de la force, le bâton, se fonde sur le chantage à la reproduction matérielle-biologique. Comme l'a déjà finement analysé Marx, le travailleur, celui qui n'a que la force de ses bras ou les capacités de son cerveau pour acquérir le salaire qui lui permettra de vivre (ou simplement de survivre), va se trouver en situation de totale dépendance, d'aliénation absolue vis-à-vis de son employeur, qui est pour lui le seul pourvoyeur d'un revenu monétaire. C'est la situation qui va prévaloir tout au long de la révolution industrielle du XIX^{ème} siècle, la "capture" des travailleurs s'effectuant dans un climat de violence extrême : que l'on se souvienne simplement de l'affaire dite des "enclosures" qui se déroula en Angleterre pendant une large partie du XIX^{ème} siècle et que relate l'économiste Karl Polanyi dans son ouvrage fameux *La grande transformation*. La révolution industrielle bat son plein et les nouvelles usines manquent de main d'oeuvre. Comment inciter les paysans à se faire embaucher dans l'industrie ? Tout simplement en supprimant les champs communaux indispensables aux petits fermiers pour faire paître leurs troupeaux. Ces terres vont donc être privatisées, vendues et clôturées (d'où la dénomination de loi sur les enclosures). Les résultats seront terribles et le terme de capture ne peut pas être mieux approprié : des milliers de paysans pauvres ont été forcés d'immigrer vers les villes et les ateliers. Déracinés, désorientés, ils ont formé, pendant des années, une main d'oeuvre docile, dont Charles Dickens a dénoncé les misérables conditions de vie.

Mais les temps évoluent, la classe ouvrière s'organise. Arrivent la révolution russe de 1917, la grande peur de la bourgeoisie de l'époque, la crise de 1929, qui semble annoncer l'effondrement du capitalisme, le Front Populaire en France... Une fois de plus il va falloir (presque) « tout changer pour que rien ne change », suivant la belle phrase de Giuseppe Tomasi dans son livre *Le guépard*. En liaison avec le New Deal de Roosevelt, le Fordisme va ouvrir à la classe ouvrière l'accès à la consommation et ériger les premiers autels dédiés au culte de la marchandise. Cependant, l'intermède de la seconde guerre mondiale et du nazisme, avec lequel une grande partie de la bourgeoisie (notamment française) collaborera par peur de la révolution communiste [2] va, dès la fin du conflit, installer un rapport de force plutôt favorable aux dominés. C'est la période des Trente Glorieuses, dont les avancées sociales (retraites par répartition, sécurité sociale, etc...) sont fondées, en France, sur le programme du Conseil National de la Résistance, au prestige alors inattaquable. La multitude, tout au moins dans les pays riches, va acquérir un niveau de bien-être probablement inégalé dans l'histoire. Mais l'erreur sera de penser cela comme irréversible. Sous la pression du confort, de la fascination naissante pour la marchandise, du désir purement hédoniste de « jouir sans entrave », on assiste à un affaiblissement de notre intelligence collective, à un rétrécissement de notre imaginaire : les peuples vont oublier que leur situation enviable n'est que le résultat provisoire d'une victoire partielle et fragile.

Très vite, le capitalisme repart à l'offensive pour tenter de regagner le terrain concédé, restaurer les profits et les privilèges écornés. Dès les années 1960, l'économiste Milton Friedman et ses Chicago boys théorisent la révolution conservatrice et l'actuel capitalisme néo-libéral, qui sera ensuite mis en oeuvre par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. L'effondrement de toutes perspectives socialistes à l'Est leur facilitera grandement la tâche.

Lorsqu'un conatus ne rencontre que peu, ou pas, de résistance, il s'oriente inmanquablement vers un délire d'illimitation et le nouveau capitalisme néo-libéral ne fera pas exception à la règle. À partir du début des années 1980 l'offensive sera foudroyante, comparable métaphoriquement à la Guerre éclair de l'armée allemande en 1940, et le mouvement social va connaître le goût de la débâcle. En quelques années, les principales conquêtes sociales vont être peu à peu vidées de leur contenu sur l'ensemble de l'Europe et la pauvreté fera un retour en force.

Comment expliquer la quasi-absence de réaction des peuples et la difficulté à mobiliser pour défendre des droits pourtant considérés comme fondamentaux ?

C'est que les méthodes de la domination ont évolué avec l'avènement de ce Nouvel Esprit du Capitalisme décrit par les sociologues Eve Chiapello et Luc Boltanski [3]. En fait, le bâton va partiellement s'effacer devant la carotte et, pour utiliser le vocabulaire de Spinoza, le capitalisme va s'efforcer de gommer les affects tristes, la suggestion que le travail est indispensable à la simple survie, pour les remplacer par des affects joyeux : la perspective de "se réaliser" à travers son activité professionnelle, de pouvoir consommer toute la "verroterie" mise à la disposition du salarié

"méritant" par la société d'hyper consommation.

Un tel renversement de méthodes n'est pas chose aisée. L'oligarchie dominante a dû s'adjoindre le concours de nombreux spécialistes en sciences humaines qui, en violation de tous les principes éthiques qui devraient s'attacher à leurs recherches, élaborent, jour après jour, les nouvelles méthodes de "management", les "stratégies de communication" et de publicité (autant dire de "propagande") et même le déroulement des campagnes électorales destinées à faire élire des comparses dans le cadre d'un simulacre de démocratie.

On ne peut ici que regretter l'aveuglement des acteurs du mouvement social, et plus particulièrement des syndicats de salariés, qui, trop souvent, considèrent les sciences de l'homme comme des élucubrations d'intellectuels bourgeois, et se privent ainsi de précieux instruments d'analyse [4].

Cette mutation du capitalisme, Marx ne l'avait pas envisagée, mais la pensée de Spinoza permet d'en rendre compte. Malgré le paradoxe temporel, on peut donc dire que Spinoza nous aide à compléter Marx.

Les théoriciens du management savent fort bien que l'homme est un être de désir. Et ces désirs, ils vont les susciter à l'infini, main dans la main avec les publicitaires, en jouant notamment sur les phénomènes de mimétisme [5]. Les salariés vont allègrement tomber dans le piège qui leur est tendu et permettre ainsi la mobilisation totale, l'engagement illimité au service de l'entreprise. Celle-ci va devenir le carrefour de tous les phantasmes de réussite personnelle et d'aspiration vers la perfection (zéro défaut, qualité totale). Les objectifs d'augmentation de la productivité vont ressembler au culte de la performance sportive qui est célébrée ad nauseum par les médias. L'embrigadement est aussi facilité par une évolution dont Marx n'avait pas prévu toute l'importance : l'allongement de la chaîne hiérarchique, avec l'apparition de salariés atypiques, les salariés-cadres, coincés entre la direction et le personnel d'exécution, et plus susceptibles de s'identifier joyeusement aux désirs dominants. Chaque niveau d'encadrement va alors faire pression sur le suivant, constituant ainsi une véritable chaîne d'aliénation sans que la direction ait à intervenir directement. Cette dernière se contentera de fixer les objectifs, le challenge, dicté par le désir, jamais assouvi, de profit maximum et par la nécessité de contrer les conatus antagonistes : la concurrence.

Pour finir, on ne peut éviter de mentionner ici le stupéfiant paradoxe, l'incroyable compartimentage que fait naître la figure du consommateur émergée de celle du salarié : « nul, ou presque, ne fait le lien entre ce qu'il reçoit comme avantages en tant que consommateur et ce qu'il souffre de sujétions supplémentaires en tant que salarié » [6], note F. Lordon.

Une domination devenue invisible

Le capitalisme est donc passé maître dans l'art de "faire faire", d'organiser la sujétion joyeuse qui permet d'exiger des salariés un alignement optimum sur le "désir-maître" des dominants. Cette domination réussie est celle à laquelle on s'habitue, qui devient invisible, tant elle semble naturelle. Le consentement des dominés n'est jamais total, mais la main de fer camouflée dans le gant de velours n'est jamais très loin, pour ramener à la raison les récalcitrants, ceux estimés dangereux ou inadaptés. Le chômage de masse et la déréglementation permettent en effet de réaliser un vieux rêve patronal : obtenir, en matière de gestion des ressources humaines, une "liquidité" identique à celle que l'on connaît en Bourse sur le marché des actions. Ce qui veut dire que l'on peut embaucher et licencier avec la même facilité que l'on achète ou vend des titres, en fonction des circonstances et des intérêts du moment. La panique de se retrouver exclu du "banquet" pour lequel ils sont conditionnés, jour après jour, la perspective de ne pouvoir honorer les traites de l'emprunt contracté sur 20 ans afin d'entrer dans la confrérie des "propriétaires", ont de quoi dissuader d'éventuels rebelles.

Comment se libérer ?

À la lecture de ces considérations, comment peut-on encore s'étonner de la frilosité des peuples, de la difficulté à mobiliser la multitude ? Par contre, on s'étonnera, une fois encore, de l'aveuglement persistant des syndicats chargés de défendre les droits des salariés : ils n'ont pas vu venir les transformations du capitalisme, ils n'en ont toujours pas tiré les enseignements indispensables pour la conduite de l'action.

Alors, comment sortir du cercle infernal de la servitude ? Comment se libérer de la tyrannie des désirs incontrôlés ? Comment maîtriser la confrontation des conatus antagonistes ? Loin d'être une philosophie du renoncement, la pensée de Spinoza donne comme réponse un chemin escarpé, exigeant, mais probablement incontournable : l'extension du domaine de la raison.

La première étape de cette longue marche exige une prise de conscience de l'aliénation universelle et de sa captation par le capitalisme. Prise de conscience qui ne résout pas, à elle seule, les problèmes, mais qui peut susciter ce que Spinoza nomme indignation [\[**\]](#) capable de faire basculer les sujets coalisés dans la révolte. La révolte individuelle est de peu d'intérêt, elle ne peut pas changer la face de la société. Mais la révolte collective démultiplie la puissance de la multitude, elle lui permet d'opérer de grands bouleversements et la prépare à la deuxième étape.

Car comme le passé l'a montré, le renversement du capitalisme n'implique pas la fin de l'aliénation, il nous faut donc inventer la suite. Cette suite, seul l'effet formateur d'une action collective de grande ampleur peut nous aider à l'écrire ensemble, car comme le souligne Spinoza « les hommes, en tant qu'ils vivent sous la conduite de la raison, sont suprêmement utiles aux hommes » [\[7\]](#). La suite de la longue marche, on peut l'appeler "démocratie radicale" ou bien communisme, peu importe. Ce qui est sûr c'est que son émergence reposera sur une non-rivalité généralisée qui, les sauvant de la domination du "désir-maître", fera que les hommes « ne poursuivent rien pour eux-mêmes qu'ils ne désirent aussi pour les autres » [\[8\]](#).

Bien sûr, ces considérations peuvent paraître totalement utopiques à l'aune de la société présente, mais n'oublions pas que, comme le remarque fort justement Lordon, « on n'a effectivement pas le pouvoir qu'on imagine ne pas avoir » [\[9\]](#). Car, étrangement, certaines solutions sont déjà à l'oeuvre sous nos yeux et nous ne savons pas les voir. À ceux qui ont du mal à se représenter ce que pourrait être une société sans salariat, dans laquelle l'entreprise ne serait plus, comme actuellement, un espace de non-droit, rappelons toutes les potentialités inexploitées que recèle le secteur coopératif : la répartition des plus-values s'y effectue entre les coopérateurs avec un différentiel très faible et chaque membre y dispose d'un pouvoir égal, quel que soit son apport financier. De telles entreprises existent, nous en avons déjà, dans ces colonnes, cité plusieurs, qui sont à une échelle significative, comme, par exemple, la société coopérative espagnole Fagor, qui produit du matériel électroménager et rassemble plus d'un millier de coopérateurs. Des opportunités existent, à nous de nous en saisir, de les diffuser, de les faire prospérer. Si nous voulons contribuer à l'émergence d'un monde nouveau, il revient à chacun d'ouvrir son imaginaire, de participer, de s'engager, de faire en sorte « d'être le plus nombreux possible à penser le plus possible » [\[10\]](#).

[\[1\]](#) Frédéric Lordon est directeur de recherche au CNRS. Il fait partie de ces jeunes chercheurs formés par Pierre Bourdieu qui développent une transversalité féconde entre sociologie, philosophie et économie politique.

[\[*\]](#) paru en septembre 2010, éd. La fabrique - 213 pages - 12 euros

[\[2\]](#) Voir les deux ouvrages de l'historienne Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite* (2006) et *De Munich à Vichy : l'assassinat de la IIIe République* (2008). Ed. Armand Colin. Voir aussi l'une des photos les plus emblématiques du pacte entre l'occupant nazi et la bourgeoisie

De l'aliénation à la libération

française : la poignée de main échangée par Hitler et Louis Renault, patron des usines d'automobiles (nombreux documents consultables à la section des archives de la bibliothèque Landowski à Boulogne-Billancourt).

[3] Le nouvel esprit du capitalisme - Eve Chiapello et Luc Boltanski, Ed. Gallimard (2000).

[4] Voir le beau film de Pierre Carles autour de l'oeuvre du sociologue Pierre Bourdieu La sociologie est un sport de combat (2001).

[5] Pour approfondir ce point important lire Les lois de l'imitation du sociologue et statisticien G.Tarde (1834 - 1904) Nouvelle édition Seuil / Les empêcheurs de penser en rond (2001). Tarde prolonge la pensée spinoziste en lui procurant notamment un fondement statistique. On résumera l'ouvrage d'une phrase lourde de sens : « N'avoir que des idées suggérées et les croire spontanées : telle est l'illusion de l'homme social » (p. 137).

[6] Capitalisme, désir et servitude pp. 50-51.

[**] Ce mot fait évidemment penser au merveilleux petit livre que vient de publier Stéphane Hessel : *Indignez-vous* !

[7] Spinoza Éthique, livre IV, proposition 37.

[8] Spinoza Éthique , livre IV, proposition 18.

[9] Capitalisme, désir et servitude p. 168.

[10] Etienne Balibar, Spinoza et la politique p.137, PUF (1985).